

LHINs AND THE PRIVATIZATION OF HEALTH CARE

KEY ISSUES

By 2007, the Liberals had announced 12 private “P3” hospitals—six times more than the Harris Conservatives—that will privatize jobs and services in local communities. Many more are expected. Already many of these projects have cost overruns, and hundreds of millions of taxpayers’ dollars are going into the pockets of private shareholders instead of health care services.

The Liberal government has also introduced Local Health Integration Networks (LHINs), which will oversee two-thirds of Ontario’s health care budget and determine the health care priorities and services in every community. LHINs will weaken Medicare by opening the door to increased private health care delivery through competitive bidding. Private clinics and services will win contracts for providing health services that were once delivered publicly. The result will mean market-based health care, privatization and the removal of services from local communities.

In the 1990s, the Conservative government removed set standards of staffing and care for residents of long-term facilities. By 2000, the average hours of care per day for residents dropped to 2.04 hours. The McGuinty Liberals broke an election promise to reintroduce set standards when it introduced Bill 140. CUPE Ontario and its partners have campaigned for 3.5 hours of care per day, a standard that other provinces are striving to achieve. The new legislation for long-term care homes also needs measures to protect front line workers from violence, and ensure accountability of public money in all homes.

THE PARTIES REPORT CARD

Conservatives

- Have explicitly proposed for-profit surgical clinics be introduced into the health care system. This radical proposal takes privatization much further than the Harris government dared.
- Have promised to tax less and spend more. Their math doesn’t add up.

Liberals

- Broke their promise to stop private P3 hospitals; have set up LHINs, which will threaten services in smaller communities and open the door to market-based health care.
- Made a promise to put minimum staffing standards into regulations for long-term care facilities. Have yet to fulfil this promise despite province-wide pressure by CUPE Ontario and partners.

NDP

- Committed to publicly funded and delivered health care and an end to private hospitals.
- Would put all health care funding into public services, not profits of private corporations.
- Support a legislated minimum standard for all patients in long-term care, and adequate funding to ensure that it happens.
- Will scrap competitive bidding in home care.

CUPE ONTARIO’S POSITION ...

Our choice: Only the NDP supports publicly funded and delivered health care, and standards of care for our seniors and loved ones in long-term care facilities.

Les RLISS et la privatisation des soins de santé

Principaux enjeux

Jusqu'en 2007, les libéraux ont annoncé 12 projets d'hôpitaux en PPP – 6 fois plus que les conservateurs – qui auront pour effet de privatiser les emplois et les services dans des petites collectivités. De nombreux autres projets sont attendus. Déjà, plusieurs de ces projets connaissent des dépassements de coûts et des centaines de millions de dollars vont dans les poches des actionnaires plutôt que dans les services de santé.

Le gouvernement libéral a aussi mis en place les Réseaux locaux d'intégration des services de santé (RLISS), qui superviseront les deux tiers du budget de la santé de la province et décideront des services de santé et des priorités dans toutes les collectivités. Les RLISS affaibliront l'assurance-maladie en ouvrant la porte à une privatisation grandissante du système de santé par l'arrivée de la soumission en régime de concurrence. Les cliniques et les services privés obtiendront des contrats de prestation de soins de santé qui étaient autrefois assurés par le public. Le résultat sera un modèle de marché pour les soins de santé, la privatisation et la disparition de services dans les petites collectivités.

Au cours des années 90, le gouvernement conservateur a éliminé les normes en matière de soins et de dotation de personnel dans les établissements de soins de longue durée. En 2000, le nombre moyen d'heures de soins prodigués aux résidents avait diminué à 2,04 heures. Les libéraux de Dalton McGuinty ont brisé leur promesse de rétablir les normes de soins lorsqu'ils ont déposé le projet de loi 140. Le SCFP-Ontario et ses partenaires ont fait campagne pour une norme de 3 h 30 de soins par jour, une norme que d'autres provinces visent. La nouvelle loi sur les foyers de soins de longue durée doit aussi comprendre des mesures destinées à protéger les travailleurs de première ligne contre la violence et à assurer que tous les foyers sont tenus de rendre des comptes pour leur usage des fonds publics.

Fiche d'évaluation des partis

Conservateurs

- Ont explicitement proposé l'introduction de cliniques de chirurgie privées dans le système de santé. Cette proposition étend la privatisation beaucoup plus loin que ce que le gouvernement Harris avait osé faire.
- Ont promis de baisser les taxes et impôts et de dépenser plus. Leurs notions de mathématiques laissent à désirer.

Libéraux

- Ont brisé leur promesse de mettre fin à la création d'hôpitaux privés en PPP. Ils ont créé les RLISS qui menaceront les services dans les petites collectivités et ouvriront la porte à un marché de la santé.
- Ont promis d'imposer des normes en matière de dotation de personnel dans les établissements de soins de longue durée. N'ont toujours pas respecté cette promesse, malgré la campagne provinciale de pression lancée par le SCFP-Ontario et ses partenaires.

NPD

- Se sont engagés envers des soins de santé financés et assurés par le secteur public. Ils se sont aussi engagés à mettre fin aux projets d'hôpitaux privés.
- Verseraient tout le financement destiné aux soins de santé aux services publics et non aux entreprises à but lucratif.
- Sont en faveur de légiférer pour que tous les patients des établissements de soins de longue durée soient sujets à des normes minimales de soins et que le financement suive.
- N'imposeraient pas la soumission en régime de concurrence dans les soins à domicile.

La position du SCFP-Ontario ...

Notre choix : Seul le NPD soutient un système de soins de santé financés et assurés par le secteur public et des normes de soins pour nos aînés et nos personnes chères dans les établissements de soins de longue durée.